

**Séance du Conseil général du 30 octobre 2006
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite une cordiale bienvenue aux Conseillers. Monsieur Yann Chappatte procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 20 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Alain Paupe est excusé.

Les membres du Conseil communal sont tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 35 du 4 octobre 2006.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 26 juin 2006
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Autoriser le Conseil communal, en dérogation de l'art. 27 al. 14 let. A du Règlement d'organisation, à morceler et à vendre le feuillet no 951
b) Fixer le prix de vente au m² de ce terrain
c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes juridiques résultant de ces ventes
6. Discuter et approuver un crédit complémentaire de Fr. 17'000.00 destiné à finaliser le projet de révision partielle du PAL (Création de zones « hameaux » et modification de diverses affectations) ainsi que son financement
7. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme Shyrhete Berisha et fixer la finance d'admission

Aucun Conseiller ne souhaitant s'exprimer, l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, Monsieur Yann Chappatte considère donc le procès-verbal précité comme accepté tacitement et adresse ses remerciements à son auteur.

3. Communications

a) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, pour la réfection de la route du Bas du Village, un crédit de Fr. 332'000.00 avait été voté et un crédit complémentaire de Fr. 20'000.00 pour l'amélioration de la conduite d'eau potable avait été accepté par le Conseil communal. Le crédit total voté est donc de Fr. 352'000.00, l'investissement total est de Fr. 369'454.25, les subventions reçues de la part de l'ECA et des CJ se montent à Fr. 16'987.35, ce qui représente un dépassement de Fr. 466.90. Monsieur le Maire adresse ses remerciements à tous les artisans qui ont participé à ces travaux.

En ce qui concerne l'alimentation en eau des Prés-Derrière, nous avons obtenu de la part de la Patenschaft des dons à hauteur de Fr. 135'000.00. Le solde nous parviendra après le bouclage final des comptes de ce chantier.

La motion de Monsieur Hubleur ne pourra malheureusement pas être traitée avant l'échéance réglementaire. Un manque de conviction de la part de tous les partis (aucun parti n'a répondu aux propositions et questions de la Commission) retarde ce travail. Une prolongation de date sera demandée lors du prochain Conseil général.

Au sujet des règlements communaux, suite à la demande du Service des Communes, le Conseil communal pense mettre tous nos règlements communaux sur notre site Internet, ceci par étapes selon l'importance des règlements.

La société Franck Muller nous a payé la facture de Fr. 25'000.00 relative aux frais d'architectes pour l'avant-projet présenté lors des différentes séances d'information. Nous attendons de recevoir en retour le projet d'acte de vente du terrain comprenant les modifications souhaitées par le Groupe Franck Muller. Le projet suit son cours et l'acte de vente devrait être signé d'ici la fin de l'année selon Monsieur Decker.

Le Conseil communal a exprimé son impatience au Département cantonal des affaires sociales, car il n'a toujours pas de nouvelle quant à notre projet de crèche. Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que le projet a été déposé en juin 2005 et que la Commune avait été informée qu'aucune nouvelle décision de reconnaissance d'utilité publique n'allait être délivrée pour une structure d'accueil de la petite enfance avant le début de l'année 2006. Le Conseil communal, en début d'année, avait sollicité les services concernés qui lui ont demandé de patienter, car une enquête auprès des Communes devait d'abord être réalisée. Au terme de cette enquête, les organes cantonaux seraient en mesure de donner des nouvelles. L'enquête portait principalement sur une proposition de planning unifié au Service cantonal et sur une participation financière plus lourde des Communes sièges auxquelles il était demandé de prendre en charge les coûts liés aux locaux. La réponse attendue et promise en août n'étant pas arrivée, le Conseil communal a décidé, mi-septembre, de solliciter une fois encore les autorités cantonales. Pour information, la lettre du Conseil communal est toujours sans réponse ; nous n'avons même pas reçu d'accusé de réception.

Conformément au dernier avis officiel envoyé par la Commune, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal recherche deux personnes pour effectuer le transport des élèves dès le 1^{er} janvier 2007. Suite à la décision du Service de l'enseignement de diminuer fortement le nombre de courses entre Sous-le-Mont et Biaufond, les heures de travail des chauffeurs ont également baissé et la Commune a dû repenser l'organisation de tous les transports scolaires. Pour le premier semestre 2007, il est prévu d'utiliser le bus communal pour toutes les courses et d'avoir recours à un autre véhicule lorsqu'un nombre important d'élèves l'exige. Les chauffeurs actuels ont été concertés et n'ont pas désiré poursuivre leur mandat.

b) Communications du Conseil général

Monsieur le Président, Yann Chappatte, signale que la séance annuelle des bureaux des Conseils généraux du Jura et du Jura bernois s'est tenue il y a quelques semaines à Tramelan. Le débat était principalement axé sur l'écologie dans les Communes, les différents problèmes rencontrés dans le traitement des déchets et l'irrespect de certains citoyens. Il s'est avéré que les problèmes rencontrés chez nous se retrouvent dans l'essentiel des Communes.

Monsieur Yann Chappatte mentionne le fait que chacun a la possibilité, en tant que citoyen, de participer à un sondage sur les perspectives d'avenir de la Suisse sur le site www.perspective-suisse.ch/f qui permet de répondre à un questionnaire en français concernant les considérations et remarques sur l'avenir de la Suisse. Il s'agit d'un questionnaire gratuit qui permet de faire passer un certain nombre d'idées qui seront ensuite débattues. Monsieur Chappatte recommande vivement à chacun de remplir ce questionnaire.

4. Questions orales

La présidence de la séance est assurée par Monsieur Gilles Cattin.

1) Monsieur Yann Chappatte

Lors de sa séance du 10 octobre 2005, le Conseil général a nommé une Commission d'étude pour la rénovation de la halle de gymnastique ou la construction d'une nouvelle halle et a défini le mandat de ladite Commission. Le Conseil communal peut-il indiquer l'état d'avancement du travail de la Commission et vers quelle solution on s'oriente. Monsieur Chappatte souhaite savoir si le délai assigné au 31 décembre 2006 va être respecté et connaître la position actuelle du Conseil communal.

Madame Dominique Boillat précise que la Commission planche actuellement sur le rapport qui doit être présenté pour la fin de l'année et qui sera proposé lors de la prochaine séance du Conseil général. Ce rapport n'est pas tout à fait terminé et Madame Boillat ne peut pas encore se prononcer concernant les conclusions du travail effectué par cette Commission.

Monsieur Yann Chappatte est partiellement satisfait.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence de la séance.

2) Monsieur Sébastien Jeanbourquin

Lors de la dernière foire d'automne, Monsieur Jeanbourquin a constaté la présence d'un stand de l'Eglise de scientologie. Monsieur Jeanbourquin souhaite savoir si nous avons la possibilité de refuser la présence des scientologues, ainsi que de divers mouvements sectaires lors de nos foires. Madame Rose-Marie Jobin signale que l'Eglise de scientologie était déjà venue à la foire d'avril 2005. A chaque fois, ces personnes s'inscrivent sous un nom différent. Il est donc difficile de les identifier. De plus, le formulaire d'inscription était écrit d'une manière presque illisible et nous

n'avons pas remarqué que ces gens proposaient des livres. Même s'il est vrai que nous ne les avons pas refusés le jour de la foire, nous avons toutefois décidé de leur écrire pour les avertir du fait que nous ne désirions plus leur présence à nos foires. Madame Jobin ne sait pas si nous avons la possibilité d'interdire leur présence.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin est satisfait.

3) Monsieur Marcel Barthoulot signale que, lors de la réunion du Groupe PDC, il a été discuté du fait que plusieurs personnes avaient visité le site Internet de la Commune afin de consulter la convocation et le rapport relatifs à la présente séance. A leur grande stupeur, il n'y avait rien du tout. Monsieur Barthoulot demande que ce site soit tenu à jour.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, pour une fois, il avait de l'avance ! Le bureau du Conseil général a été convoqué très tôt, après quoi il y a eu les vacances et, effectivement, la transmission sur le site Internet a quelque peu été retardée ; Monsieur Gagnebin s'en excuse et promet de faire mieux la prochaine fois.

Monsieur Marcel Barthoulot est satisfait.

4) Monsieur Gabriel Bilat précise que, depuis quelques temps, un certain malaise existe entre le Conseil communal et la SED. Bien que n'étant pas une commission communale, mais ayant un lien direct avec l'aspect de notre Commune, il y a lieu de répondre avec elle à tous les problèmes latents. Monsieur Bilat souhaite savoir ce qu'il en est de nos relations avec cette société.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, admet qu'il y avait un certain malaise avec la SED. Le Conseil communal a rencontré certains membres de cette société, un drame a eu lieu et il y a eu des échos dans la Commune totalement faux par rapport à ce qui a été discuté. Aujourd'hui, le Président de cette société a changé et la Commune a de très bonnes relations avec la SED. Monsieur le Maire signale qu'il ne faut pas écouter les échos de village, mais consulter les personnes concernées.

Monsieur Gabriel Bilat est satisfait.

5) Monsieur Robert Claude pense que les travaux relatifs à la traversée du village sont terminés. Il souhaite savoir pourquoi le marquage des lignes blanches n'a pas encore été effectué.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale que, lors de nouveaux travaux, il existe un décret ou une loi signifiant qu'il n'est plus possible de marquer les lignes blanches dans les localités, sauf aux abords des ilôts.

Monsieur Robert Claude est satisfait.

6) Monsieur Daniel Hubleur rappelle que nous avons consenti à des dépenses importantes, il y a quelques années, pour la réfection des routes Les Bois – Biau fond, Le Cerneux-Godat – Le Boéchet et Les Bois – Le Peu-Claude. Ces investissements étaient nécessaires pour que le Canton du Jura accepte de prendre à sa charge les frais d'entretien. Aussi, nous espérions qu'après ces investissements, l'entretien serait bien suivi par le Canton. Après l'hiver rigoureux que nous avons passé, les routes ont passablement souffert de ces conditions atmosphériques (fentes, déformations, etc.). Pourtant, mis à part un petit tronçon en dessous du Corbeau, nous n'avons pas vu de travaux importants entrepris sur ce réseau. Monsieur Hubleur souhaite savoir si le Conseil communal est conscient du problème et s'il peut le rassurer quant au rôle que va jouer le Canton pour les prochaines années.

Monsieur Jean-Marc Boichat reconnaît que seuls quelques petits travaux ont été effectués vers chez Yadi et au Corbeau. A l'époque, Monsieur Boichat avait demandé à un ouvrier de Monsieur Jean Erard s'il était possible de gicler la route à certains endroits. Il avait alors été répondu à

Monsieur Boichat que seules six citernes devaient être réparties dans toutes les Franches-Montagnes et que les travaux demandés n'étaient pas réalisables. Monsieur Boichat estime qu'il serait judicieux d'écrire au Canton pour fixer la réalisation de certains travaux pour l'année prochaine.

Monsieur Daniel Hubleur est satisfait.

7) Monsieur Jean-Pierre Bouille désire s'exprimer concernant la mise sous enveloppes du matériel de propagande en cas d'élections, notamment au Gouvernement et au Parlement. Monsieur Bouille a pu constater que les convocations arrivaient de manière assez tardive au Bureau communal qui lui les envoie au mieux. Ces convocations arrivent donc également très tardivement aux partis politiques. Ce fait ne dérange pas autrement Monsieur Bouille. Par contre, ce qui le dérange davantage est le fait de faire exécuter ce travail par les partis. Il ne sait pas s'il s'agit d'une règle ou d'une habitude. Monsieur Bouille est quelque peu surpris que les partis soient convoqués pour effectuer la mise sous enveloppes du matériel de propagande. Il souhaite savoir si cela émane d'un règlement ou s'il s'agit d'une habitude prise aux Bois pour se reposer sur les partis.

Monsieur Claude Gagnebin précise que les dispositions légales concernant l'envoi du matériel de propagande des partis stipulent que les Communes peuvent se faire assister par les partis pour la mise sous enveloppes de ce matériel. La grande majorité des Communes franc-montagnardes se fait assister par les partis politiques. En ce qui concerne le bug ayant eu lieu lors de la dernière mise sous enveloppes dans notre Commune, l'administration communale a su le mercredi quels étaient les partis qui participaient à l'envoi du matériel de propagande. Depuis le mercredi, les partis concernés ont été convoqués et, malheureusement, au moment de la mise sous enveloppes il manquait deux partis. Nous ne pouvions donc décemment pas mettre ce matériel sous enveloppes pour les partis qui n'étaient pas présents. Monsieur Gagnebin a donc téléphoné aux représentants des partis absents en les priant de venir au bureau communal. Après différentes discussions avec le Président du Groupe PLR, Monsieur Gagnebin a eu un entretien avec le responsable de la Chancellerie d'Etat concernant les droits de vote. Cette personne a faxé à Monsieur Gagnebin une lettre par laquelle la Chancellerie d'Etat avait informé en date du 2 juin 2006 les sections cantonales que la mise sous enveloppes du matériel de propagande dans les Communes devait être effectuée le 9 ou le 10 octobre 2006. Donc, depuis le 2 juin 2006, les responsables cantonaux savaient à quelles dates ce travail devait être fait. Si effectivement Monsieur Gagnebin a eu du « retard » en ce qui concerne la communication, les partis étaient censés connaître la date à laquelle le matériel de propagande allait être mis sous enveloppes.

Monsieur Jean-Pierre Bouille est satisfait par la réponse, mais pas par la méthode qu'il proposera de changer.

5. a) Autoriser le Conseil communal, en dérogation de l'art. 27 al.14 let.A du Règlement d'organisation, à morceler et à vendre le feuillet no 951

b) Fixer le prix de vente au m² de ce terrain

c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes juridiques résultant de ces ventes

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle qu'en mai 2005 le Conseil général avait déjà approuvé la vente de ce feuillet situé à la ruelle de la Baronne à Monsieur Bernaschina au prix de Fr. 54.00 le mètre carré. Ce terrain était destiné à la construction de petits

immeubles. Ce projet ayant été abandonné, le Conseil communal propose de l'affecter à la construction de maisons familiales et recommande l'entrée en matière.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

5.a) Madame Marianne Guillaume rappelle que cette parcelle de 3'000 m² était affectée à la construction de petits immeubles. Le Conseil communal propose la construction de maisons individuelles. La configuration actuelle propose de morceler le terrain en trois parcelles de 1'000 m² chacune, abstraction faite du carré supérieur de 700 m² qui se trouve tout au Nord pour le projet crèche. En ce qui concerne la construction de petits immeubles locatifs, le Conseil communal propose de la prévoir dans le nouveau plan d'aménagement local.

Monsieur Daniel Hubleur signale que le Groupe PCSI a estimé qu'il serait intéressant de réserver une bande entre l'immeuble de Monsieur Jean-Marc Boichat et le Restaurant de l'Ours pour prévoir un trottoir. Il s'agit d'une proposition ferme. Sinon, sur le principe, les membres du Groupe PCSI acceptent ce morcellement.

Au vote, la proposition du Conseil communal n'obtient aucune voix.

La proposition du Groupe PCSI est acceptée à l'unanimité.

5.b) Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal propose le prix de vente de Fr. 65.00 le mètre carré. Au budget 2006, ce terrain figure au prix de Fr. 70.00 le mètre carré. Le Conseil communal estime qu'il appartient au Conseil général de débattre de ce prix.

Monsieur Marcel Barthoulot précise que le Groupe PDC propose de se tenir au prix mentionné au budget 2006, soit Fr. 70.00/m².

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite intervenir non pas quant au prix fixé, mais quant à la manière utilisée. Le fait de dire aux Conseillers généraux que nous proposons la vente d'un terrain au prix de Fr. 65.00 à Monsieur et Madame Nicolas et Nathalie Bilat dérange profondément Monsieur Bouille dans l'analyse de la situation. En effet, que ce terrain soit vendu à Pierre, Paul ou Jacques est bien égal. Si les Conseillers généraux prennent une décision qui n'est pas en adéquation avec ce qui est proposé par le Conseil communal, cela pourrait être interprété comme une décision contre la famille Bilat. Monsieur Bouille estime que le débat n'est pas là. Il pense que dans une telle situation, on dézone, on fixe un prix du terrain et ensuite on le vend. Il n'est pas logique de dire à qui et combien on vend ce terrain. Cela touche forcément quelqu'un dans la salle et le débat ne peut pas être aussi neutre qu'il le devrait. Monsieur Bouille regrette cette situation et souhaite qu'il ne soit plus procédé de la sorte à l'avenir.

Monsieur Daniel Hubleur, au nom du Groupe PCSI, rejoint ce qui a été dit par Monsieur Barthoulot. Monsieur Hubleur demande que l'on respecte tout de même le prix qui avait été discuté lors du budget. Cela lui paraît normal, même si un prix plus bas avait été convenu pour la construction de bâtiments locatifs.

Au vote, le prix de Fr. 65.00/m² n'obtient aucune voix.

Le prix de Fr. 70.00/ m² est accepté par 19 Conseillers généraux.

5.c) Personne ne souhaite s'exprimer.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, considère donc ce point comme accepté tacitement.

6. Discuter et approuver un crédit complémentaire de Fr. 17'000.00 destiné à finaliser le projet de révision partielle du PAL (Création de zones « hameaux » et modification de diverses affectations) ainsi que son financement

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle qu'un crédit de Fr. 35'000.00 avait été voté par le Conseil communal dans le cadre de ses compétences en 2003. Une subvention cantonale de Fr. 4'800.00 était promise pour ce mandat confié en septembre 2003 au bureau RWB. Un représentant de ce bureau, Monsieur Broquet, est présent à la séance de ce soir. Ce dossier s'est avéré très complexe et a nécessité des travaux complémentaires, des séances non prévues lors de l'élaboration du devis initial. Le Conseil communal et la Commission de l'urbanisme se sont penchés sur ces problématiques et demandent l'entrée en matière pour un crédit complémentaire de Fr. 17'000.00 afin de finaliser ce projet. Le financement est prévu par emprunt.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est acceptée tacitement.

Madame Marianne Guillaume a invité ce soir Monsieur Broquet pour qu'il réponde à d'éventuelles questions. Comme mentionné précédemment, c'est en juillet 2003 que la Commune a été invitée à considérer dans un même dossier de révision partielle ses projets de modifications ponctuelles de la zone à bâtir, soit le projet de construction au Bois-Français et l'agrandissement du Restaurant de Biaufond. L'avant-projet a été soumis au Service de l'aménagement du territoire pour examen préalable, ainsi qu'à divers services cantonaux. Il nous a été retourné en avril 2006. Sur le fond, certains hameaux ont été acceptés dans cet avant-projet. Il s'agit de Biaufond, du Cerneux-Godat et du Boéchet. Mais il faudrait encore adapter certains périmètres. Les hameaux comme Le Peu-Claude n'ont pas été acceptés. Après ce refus, le Conseil communal et la Commission d'urbanisme ont rencontré tous les habitants de ce hameau qui ont bien voulu se déplacer pour les informer. A cette réunion, aucun intérêt n'a été manifesté pour ce changement de zone. Pour Les Prailats, la Commission complète ses travaux par rapport à certains bâtiments qui pourraient être réaffectés et étudie les volumes restants y relatifs. Le travail en cours n'est pas terminé pour nous et pour le bureau RWB. Cette révision partielle est très en lien avec la révision complète du PAL qui est effectuée par le bureau Eschmann. Concernant Le Bois-Français, le Service de l'aménagement du territoire a admis que ce pouvait être une zone mixte.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle qu'un crédit de Fr. 35'000.00 a été voté par le Conseil communal et, après cela, on demande une rallonge de 50% ! On nous dit que le travail n'est pas terminé, Monsieur Bouille peut l'admettre. Mais lorsqu'on nous dit qu'un travail n'est pas achevé et qu'il manque encore 50%, soit le travail a été sous-estimé ou alors, à chaque fois que les collectivités publiques font du boulot on leur met de la poudre aux yeux, on avance des prix pour leur faire accepter les dépenses et après, manifestement, il faut passer par des rallonges. Monsieur Bouille ne peut pas accepter qu'on redemande 50% sur un projet dont on connaissait le périmètre. Monsieur Bouille souhaite obtenir des explications claires concernant le travail effectué et celui qu'il reste à faire. Il pense qu'il est difficile d'accepter une rallonge de 50% sans une bonne motivation.

Monsieur Broquet admet qu'il s'agit d'une rallonge importante par rapport au devis initial. En 2003, le bureau RWB a été mandaté pour Fr. 35'000.00 afin de préparer ce projet de révision partielle. L'objectif était la mise en zone de hameaux, objectif quelque peu ambitieux pour la Commune, car il s'agit de la première zone de hameaux définie dans le Canton du Jura. Il y a donc eu des problèmes de relations avec le Canton pour définir précisément ce qu'est une zone de

hameaux et comment on la gère. Cela a nécessité de nombreux allers et retours avec le Canton, de multiples discussions pour clarifier ces objectifs. D'autre part, le projet a évolué, il a été mené de concert avec la Commission et le Conseil communal. Le changement des autorités a également généré des surcoûts importants. En effet, il a fallu reprendre le dossier, expliquer une nouvelle fois les choses et les motivations ont aussi quelque peu évolué par rapport à ces zones de hameaux. Il faut savoir également que la Commune a voulu défendre une position différente de celle recommandée par le SAT qui était beaucoup plus restrictive. Ces discussions supplémentaires ont également généré des coûts importants dans cette procédure.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin souhaite savoir si Monsieur Broquet peut chiffrer le temps pris pour apprendre à créer ces zones hameaux et s'il estime que c'est à la Commune des Bois de payer la formation du bureau RWB.

Monsieur Broquet estime que ce n'est pas une question de formation du bureau RWB, puisqu'à ce niveau-là, il possède de l'expérience dans d'autres cantons. Seulement, il a fallu discuter de ces problèmes avec le Canton du Jura où certaines choses ont dû se mettre en place. A ce niveau-là, une bonne partie des heures effectuées pour ce projet a été considérée comme heures de formation qui n'apparaissent pas dans le devis. Tout ce qui est formation du bureau est d'emblée à la charge de RWB.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite à son tour poser certaines questions car, comme mentionné dans le rapport, il y a eu une séance d'information pour les personnes concernées. Monsieur Hubleur était présent et, à l'unanimité, les gens étaient opposés à la formation de zones hameaux telles que proposées. Il a été dit que la Commune tenait à être plus large que le SAT, heureusement d'ailleurs, car cela ne servait strictement à rien de faire cette zone qui n'apportait absolument rien. Aujourd'hui, face à un tel crédit, il paraîtrait normal à Monsieur Hubleur de savoir si oui ou non la zone hameaux va répondre aux besoins et à l'idée qu'on se faisait de cette zone. Monsieur Hubleur rappelle que la zone hameaux était prévue pour se dire, qu'après tout, où il y a déjà des zones construites, pourquoi ne pas essayer d'y mettre une maison familiale ou profiter de cet environnement, sans vouloir casser le paysage, mais en créant un certain développement. Or, on s'est aperçu que c'était une manœuvre, et Monsieur Hubleur pèse ses mots, pour dire : on prévoit deux ou trois zones hameaux où on pourra encore faire des transformations, mais uniquement pour des fermes ou de l'habitat de touristes, voire certaines granges aménagées seulement par les agriculteurs. Cela ne correspond pas du tout à la volonté. Monsieur Hubleur souhaite savoir si le fait d'être en zone hameaux nous évitera de devoir passer par le Canton et la Feuille officielle pour chaque petit permis. A l'époque, il avait été répondu négativement à cette question, que cela restait exactement pareil. A cette séance, les citoyens avaient alors dit qu'il ne servait donc strictement à rien de faire des zones hameaux, si ce n'est de bloquer encore plus les autres fermes. Monsieur Hubleur désire donc savoir si ce dossier a évolué et si réellement nous allons dans le sens que nous voulions, c'est-à-dire pouvoir vivre un peu mieux dans les hameaux et permettre un certain développement. En cas de réponse négative, personnellement, Monsieur Hubleur refusera ce crédit, car nous patinons dans le yaourt. Qui nous dit que dans trois ou six mois, vous ne reviendrez pas avec un autre crédit parce que tout n'est pas encore étudié ?

Par rapport au souhait premier concernant l'éventuelle construction de villas familiales dans ces hameaux, Monsieur Broquet signale que cela est contraire au principe des zones de hameaux et au droit fédéral. Le but de la zone de hameaux, que ce soit dans le Canton du Jura ou au niveau fédéral, est de permettre des allègements par rapport à la zone agricole. On sait que la zone agricole est une zone non constructible et que les constructions qui peuvent s'y réaliser sont des

dérogrations par rapport à l'exploitation du sol. Le but de la zone de hameaux est de valoriser le patrimoine bâti et de permettre des réaffectations par rapport à ces bâtiments initialement ruraux qui puissent être réalisées dans la totalité du volume construit. On permet donc des allègements par rapport à la zone agricole telle qu'on la connaît à ce jour. Aujourd'hui, nous n'avons pas la possibilité de réhabiliter la totalité d'un volume bâti. On peut le faire à concurrence de 100 m² ou 30% de volume supplémentaire. Cette règle est très contraignante par rapport à la partie rurale des bâtiments agricoles actuels. Dans certains cas, la zone de hameaux permet le développement d'infrastructures touristiques existantes, voire la construction de bâtiments annexes, tels que garages ou remises. Il est bien clair qu'il ne s'agira pas de zones à bâtir, mais cela permettra quelques allègements. Soit nous entrons dans ce principe et utilisons au mieux les largesses que permettent ces zones de hameaux, soit nous abandonnons car notre but est de détenir des zones à bâtir dans des hameaux. Il s'agit d'un autre débat, mais Monsieur Broquet pense qu'il est intéressant que les autorités se positionnent clairement sur cette volonté. Il est clair que si nous souhaitons pouvoir construire de nouvelles villas familiales résidentielles dans les hameaux, cela sera toujours une procédure lourde et très difficile, de même qu'un permis relatif à la réhabilitation complète du volume bâti devra passer par le Canton dans tous les cas. Cela reste toujours une zone agricole, mais avec davantage de souplesse au niveau de sa gestion.

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir, en cas d'acceptation de ce crédit, si cela sera terminé et si cela n'empiètera pas sur le PAL.

Madame Marianne Guillaume rappelle que nous avons voté un crédit pour le plan d'aménagement qui tenait compte des travaux effectués jusqu'à présent par le bureau RWB. Si nous arrêtons ces travaux, nous avons déjà Fr. 35'000.00 qui ne sont pas finalisés et nous devons mettre une rallonge pour l'autre PAL, vu que les données ne seront pas terminées. Madame Guillaume précise que ce sujet a beaucoup été débattu avec la Commission de l'urbanisme lors de la reprise de ce dossier. Madame Guillaume souhaiterait également entendre Monsieur Gilles Cattin ou Monsieur Francis Sauser, membres de cette Commission. Madame Guillaume rappelle que la Commission et le Conseil communal ont toutefois décidé de continuer ce projet qui, elle le reconnaît, a rencontré un écho négatif à la séance d'information. Le problème principal résidait dans le fait que Le Bois-Français et le Restaurant de Biaufond étaient liés et que tout se trouvait dans le même paquet. Le départ a été négocié d'une façon difficilement récupérable.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si nous avons prévu, pour les habitants qui pourront profiter d'une extension, d'un développement, d'un assainissement de leur site bâti, d'encaisser une taxe pour récupérer tous ces frais ou si cela sera toujours à la charge de la Commune. Cela dans la même mesure que nous payons la viabilisation d'un terrain.

Madame Marianne Guillaume précise qu'il n'y a rien de prévu dans ce sens.

Monsieur Claude Gagnebin souhaite obtenir une précision et demande à Monsieur Bouille à quelle taxe il fait référence.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que ceux qui profitent des avantages concernant ce développement pourraient participer financièrement, à l'instar de ceux qui profitent d'une zone industrielle participent à la viabilisation ou à certains frais.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle que nous connaissons trois sortes de participations : tout d'abord les aménagements routiers et l'éclairage public où nous ne pouvons absolument rien encaisser, c'est dans le cadre de la vente du terrain à bâtir que l'on peut récupérer l'investissement réalisé. Ensuite, il y a le règlement concernant l'alimentation en eau qui prévoit la perception d'une taxe de raccordement pour les nouveaux immeubles. Or, le règlement actuel, ainsi que le règlement en révision ne prévoient pas la réindexation d'une taxe de raccordement en

cas d'augmentation d'une valeur quelconque. Par contre, le règlement concernant l'épuration des eaux prévoit qu'au-delà d'une somme de Fr. 50'000.00 de réinvestissement, un décompte complémentaire soit établi pour le paiement de la taxe d'épuration. Actuellement, vous aurez la possibilité de percevoir une taxe complémentaire à l'épuration pour les hameaux du Cerneux-Godat et du Boéchet, si quelqu'un devait réaffecter son immeuble à un autre usage.

Monsieur Francis Sauser désire éclaircir quelque peu le débat. Nous refaisons actuellement également le PAL pour le village des Bois. Le crédit voté il y a quelques temps par le Conseil général ne sera pas répercuté non plus sur les personnes qui construiront dans les futurs quartiers. Seuls la viabilisation et l'achat du terrain entreront en ligne de compte dans le prix de vente. Monsieur Sauser ne voit donc pas comment nous pourrions demander une participation dans les hameaux, alors que ce n'est pas le cas au village.

Monsieur Germain Jobin estime que cette rallonge de Fr. 17'000.00 pour cette zone hameaux n'apportera que peu d'avantages. Monsieur Jobin désire savoir, en cas de refus, dans quelles proportions cela nous pénaliserait, par exemple dans le développement du village et si c'est lié au PAL.

Madame Marianne Guillaume rappelle que les données numériques sont effectivement liées au PAL.

Monsieur Broquet signale que, par rapport à cette proposition de crédit supplémentaire, ce qui manque actuellement au bureau RWB, c'est l'adaptation des documents par rapport aux nouvelles prises de position de la Commune, le suivi des procédures, telles qu'information à la population, dépôt public, traitement des oppositions, approbation par le Conseil général et par le SAT. A ce stade, environ Fr. 10'000.00 concernent le suivi de la procédure. Ce montant pourrait être repris dans la révision complète du PAL si la Commune souhaitait faire d'une pierre deux coups, c'est-à-dire reprendre tout ce qui a été fait au niveau de la zone de hameaux et des autres changements d'affectations proposés dans ce premier projet qui pourrait être englobé directement dans la procédure de révision complète du plan d'aménagement réalisé par le bureau Eschmann. Cela ne poserait pas de problèmes fondamentaux au niveau du suivi de la procédure, si ce n'est des séances de conciliation axées essentiellement sur la problématique de la zone de hameaux. Il s'agit du seul poste sur lequel la Commune pourrait économiser quelques milliers de francs.

Monsieur Gilles Cattin désire revenir sur l'historique de cette étude de zones de hameaux. Il y avait une demande de permis pour le Restaurant de Biaufond qui avait été refusée par le Canton qui a profité de la situation en disant que si nous voulions que ce permis soit accepté, nous devons faire une zone hameaux. Une présentation du projet a été faite et les gens n'étaient pas d'accord avec ces zones hameaux. Pour pouvoir effectuer les travaux et que le permis soit accordé pour le Restaurant de Biaufond, il fallait avancer dans cette « combine ». Maintenant, nous sommes dans la « combine », c'est bien clair. Monsieur Cattin souhaite uniquement poser une question par rapport à cela à Monsieur Broquet. Il souhaite savoir si, avec cette rallonge, on est à l'issue du processus de la zone hameaux.

Monsieur Broquet précise que ce qui est compris dans cette rallonge c'est le suivi de la procédure. Il peut y avoir des éléments flottants par rapport aux problèmes éventuels de communication avec le Service de l'aménagement du territoire. Si le projet doit être encore une fois modifié, là il peut y avoir des prestations supplémentaires fournies. Ce qui n'a également pas été chiffré, c'est l'éventuelle participation du bureau RWB au traitement des oppositions lors des séances de conciliation. Le bureau RWB a proposé une séance de coordination avec la Commune par rapport aux oppositions qui viendraient pour définir comment elles doivent être traitées et quels sont les problèmes, mais la participation à la séance de conciliation serait du seul ressort des

autorités communales. Si la Commune souhaite encore des prestations à ce niveau-là, on pourrait les chiffrer le moment venu, tout dépend du nombre d'oppositions et des problèmes qui pourraient intervenir. En effet, il peut y avoir une ou trente oppositions. Dans le cas de figure où il y aurait trois ou cinq oppositions, le bureau RWB arriverait à tenir le crédit demandé ce soir.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite faire une remarque par rapport à ce que Monsieur Bouille a dit tout à l'heure. Monsieur Hubleur estime qu'il est important de rappeler que ce ne sont pas les gens des hameaux qui ont demandé quoi que ce soit. C'est bien au niveau du Canton qu'on a fait miroiter quelque chose qui ne sert à rien. Monsieur Hubleur désire encore poser une question concernant la procédure. Ce soir, si on accepte ce crédit, est-ce que ce projet sera ensuite présenté à la population, devra-t-on voter ? Monsieur Hubleur estime que le PAL pour le village est urgent. Lors d'une précédente séance du Conseil général, Monsieur Hubleur avait demandé si les zones hameaux ne pouvaient pas freiner la révision du PAL et il avait été répondu négativement en disant qu'il s'agissait de deux choses totalement séparées. Sur ce point, Monsieur Hubleur souhaite obtenir une réponse catégorique. Si on refuse cette zone hameaux, ne freinera-t-on pas tout le plan de zones des Bois.

Monsieur Broquet signale que cela ne freinerait certainement pas le PAL, car il s'agit de deux projets distincts. Si la population ne veut pas des zones de hameaux, il n'y aura pas de zones de hameaux, cela n'empêchera pas le plan d'aménagement local d'avancer. Ce qui peut se faire pour gagner de l'énergie et quelques moyens financiers, c'est de lier les deux procédures. Nous pouvons adapter le projet des zones de hameaux et faire passer le tout par un seul dépôt public sur deux plans distincts. Cela permettrait d'avoir une seule votation populaire et une décision du Conseil général au lieu de deux. Il serait préférable que tout figure sur un seul plan, afin d'obtenir une vision globale du territoire, cela n'a pas été discuté avec le Conseil communal jusqu'à présent car le but prioritaire était de distinguer ces deux objets de manière claire et nette. L'objectif que l'on peut se fixer est que ce projet puisse être approuvé au printemps prochain, pour autant qu'il soit déposé publiquement en janvier 2007.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin.

Monsieur Yann Chappatte signale que les membres du Groupe PCSI sont favorables à cette demande de crédit tout en déplorant ce dépassement, vu le fait que nous soyons quelque peu partis à l'aveugle et que nous soyons pénalisés étant donné que le Canton en est à son coup d'essai à ce niveau. Les membres du Groupe PCSI souhaitent rappeler à la Commission de l'urbanisme, au Conseil communal et au bureau RWB qu'il y a eu des sollicitations, des remarques, des craintes et des points soulevés lors de la séance d'information du 26 avril 2005 et que tout cela soit pris en compte. Si cela n'est pas le cas, il est clair que ce plan d'aménagement aura de graves problèmes devant le peuple et nous aurons de la peine à le défendre. Le PCSI veut vraiment que les trois autorités citées précédemment soient très attentives aux sollicitations formulées. Aussi, les membres du Groupe PCSI veulent que ce PAL débloque rapidement la situation sur les projets en cours et que cela permette d'en réaliser d'autres à l'avenir. Il n'est pas demandé de pouvoir construire un château dans un hameau, mais de pouvoir réaliser des modifications sommaires sans avoir des honoraires et des procédures cantonales onéreuses, longues et complètement inutiles. Le Groupe PCSI souhaite que les mêmes personnes précitées se battent, car nous sommes des pionniers dans ce Canton, c'est la première fois que ce plan d'aménagement local va être défini selon les nouvelles bases et il faut savoir que ce qui sera fait dans notre Commune fera office de base pour toutes les Communes jurassiennes. Il est clair que si on se laisse marcher dessus par le Canton, ce sont toutes les Communes jurassiennes qui seront pénalisées à l'avenir. Monsieur Chappatte demande donc à la Commission d'urbanisme, au

Conseil communal et au bureau RWB d'être attentifs aux exigences formulées et de se battre contre le Canton, afin que toutes les Communes du Jura en bénéficient.

Monsieur Broquet souhaite préciser que, par rapport à ce que l'on rencontre dans d'autres Cantons, le droit fédéral donne très peu de souplesse à ce niveau-là. Toutefois, la loi fédérale sur l'aménagement du territoire est également en phase de révision et ce sont principalement ces éléments-là qui posent problèmes aujourd'hui. Le bureau RWB essaie d'aller au maximum des possibilités, mais il faut bien avoir conscience que cela restera toujours de la zone agricole et que les hameaux ne seront pas considérés autrement.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin remarque que Monsieur Broquet a signalé que la LAT était en cours de révision au niveau fédéral. Monsieur Jeanbourquin souhaite donc savoir si notre projet ne sert à rien.

Monsieur Broquet répond négativement. Il signale que ce que la Commune des Bois va faire au niveau des zones de hameaux, signifie que nous allons déjà profiter des allègements existants. Si d'autres allègements se greffent plus tard, nous en bénéficierons implicitement. Si nous n'avons pas de zones de hameaux, cela sera toujours de la zone agricole et il n'y aura pas de cas particuliers pour les hameaux. Ce que la Commune fait là ne connaîtra, en principe, pas de retour en arrière. Monsieur Broquet reconnaît que sa réponse est faite par rapport à ce qu'il sait aujourd'hui des débats en cours.

Monsieur Jean-Pierre Bouille a beaucoup de peine à suivre 50% de rallonge. Il reconnaît ne pas être expert dans le domaine, mais souhaite tout de même voir si le bureau est capable de fonctionner comme dans le privé, où la règle est de savoir ce que l'on dépense et où l'on va ; il n'y a que ça qui fonctionne bien. On ne peut pas agir comme pour le tunnel, ajouter douze milliards et réussir à dire que c'est tout à fait logique. Monsieur Bouille demande si on peut lui garantir que ce sera le maximum demandé.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, précise qu'il s'agissait de la troisième intervention de Monsieur Jean-Pierre Bouille et que, par conséquent, il ne pourra plus lui donner la parole.

Monsieur Broquet signale que le bureau RWB est un bureau privé qui est au service la Commune et qui revient volontiers aux Bois pour donner des explications et des conseils. Toutefois, il est clair que si des prestations pour un certain nombre de séances sont calculées et que le double ou le triple est demandé, les employés ne peuvent pas se déplacer à bien plaisir indéfiniment. Dans tous les cas, avec l'enveloppe proposée ce soir, le bureau RWB a estimé qu'il devait pouvoir mener à terme ce projet dans les conditions fixées dans son devis.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que la Commune a déjà voté un crédit de Fr. 35'000.00. Monsieur Bilat a eu l'impression que nous avons tout dû recommencer à zéro, car nous avions une mise en zone de la Commune qui était complète. Monsieur Bilat a l'impression qu'à Delémont, on n'a pas tenu compte de ce qui était fait dans notre Commune ; on doit recommencer à zéro. Monsieur Bilat a eu le sentiment que Monsieur Voisard de Delémont bloquait tout à chaque fois. Nous avons plusieurs cas dans ces hameaux : le Restaurant de Biaufond, les garages de M. Jean-Maurice Jobin au Bois-Français et M. Antoine Claude qui voulait construire sur une ruine. Il s'agit de cas que nous devons régler. Personnellement, Monsieur Bilat n'est pas contre cette rallonge, pour autant que ça soit la dernière. Il estime qu'à Delémont, les Services cantonaux font leur travail à la lettre. Lorsqu'on voit au Valais, on ne se pose pas la question de savoir si on va cultiver des salades au Cervin ; on construit tout partout. C'est un Canton qui s'est fortement développé. Le Canton du Jura doit prendre exemple sur le Valais.

Au vote, le point 6 de l'ordre du jour est accepté par 14 voix pour, 2 voix contre et 4 absentions.

7. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme Shyrhete Berisha et fixer la finance d'admission

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que Madame Berisha est ressortissante du Kosovo. Elle fait une demande de naturalisation après douze ans vécus en Suisse. Son mari et ses enfants ont obtenu la nationalité suisse en 2004 déjà. Comme le Canton considère que toutes les conditions sont réunies pour l'obtention de la nationalité suisse, le Conseil communal propose d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté tacitement.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que Madame Berisha est en possession d'un diplôme d'infirmière. Elle ne pratique pas son métier actuellement et consacre son temps à l'éducation de ses trois filles. Madame Berisha ne désire plus retourner au Kosovo n'ayant plus que sa mère dans son pays d'origine. Madame Berisha jouit d'une bonne réputation dans notre Commune. Pour ces raisons, le Conseil communal propose d'accepter cette naturalisation selon le financement habituel correspondant aux frais administratifs.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, la naturalisation de Madame Berisha est considérée comme acceptée tacitement aux conditions habituelles.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, clôt le débat du Conseil général, souhaite une excellente soirée à chacun et remercie tout le monde de sa présence.

La séance est levée à 21.10 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :